



18, rue Condorcet 66000 PERPIGNAN
Tel : 04.68.66.96.51

Déclaration liminaire FSU : Boycott du CTSD du 1^{er} février 2019

Nous, représentants FSU des personnels, élus au CTSD des Pyrénées-Orientales, déclarons boycotter le CTSD de ce jour 1^{er} février 2019.

En effet, la situation des collèges de notre département est intolérable, avec 221 élèves supplémentaires à la rentrée prochaine, selon vos chiffres, et même 350 élèves de plus selon les chiffres du CTA, la dotation globale est en baisse de 9 heures. En y regardant de plus près, 165 heures postes sont supprimées, soit près de 10 postes d'enseignants, et compensées par 156 heures supplémentaires. Cette manipulation est rendue possible par la décision unilatérale de notre ministre qui envisage d'imposer dès la rentrée prochaine 2 heures supplémentaires par professeurs.

Le nombre d'heures d'enseignements données par élèves est donc en baisse. 19 collèges sur 31 voient leur dotation baisser. Les plus touchés : St Estève, St Exupéry, Camus, Port Vendres, Toulouges, Prades ou Thuir ... Certains établissements ont un H/E intolérable avec moins de 1,06 à Thuir ou à Canet. Le H/ E départemental passe lui de 1,19 à 1,17 ce qui prouve cette dégradation.

En lycées, même si ce n'est pas le lieu, la situation de notre département n'est guère meilleure. Pour 56 élèves de moins, 65 heures supprimées ! 5 lycées sur 9 voient leur dotation baisser. Les plus touchés : Picasso, Arago, Prades et Céret. Pour Picasso, la situation est incompréhensible avec 129 heures de moins pour une perte prévue de 24 élèves. Pourtant à la rentrée la réforme du lycée puis du bac doit être mise en place. Ceci ne fait que confirmer qu'elle n'a été pensée que dans ce seul objectif ! Comme en collèges, le nombre d'heures supplémentaires est très important de 10 à 14 % selon les établissements.

Ces restrictions budgétaires vont provoquer une dégradation des conditions de travail pour les élèves et pour les personnels, une augmentation des effectifs par classe, une réduction de l'offre de formation, la suppression de dédoublement et de projets pédagogiques ... Pour retrouver les conditions d'encadrement de 2008, il faudrait créer plus de 100 postes dans les collèges et lycées de notre département. Ainsi que des postes de non enseignants : CPE, AED, PSY EN, AS, Infirmiers et médecins scolaires, Agents, et chefs d'établissement ...

Pour toutes ces raisons, ainsi que notre opposition à la réforme du lycée et du bac et à la mise en place du SNU, pour nos revendications salariales et pour que l'éducation devienne enfin une véritable priorité dans notre pays, nous appelons à nouveau à la grève le 5 février prochain !